



SERVICE INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE  
EXPERTISE ET PRODUCTION NATIONALE



**MARCHE GLOBAL SECTORIEL (art L. 2171-4 du code de la commande publique)**

Soumis au cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de travaux (CCAG/TX) approuvé par arrêté du 30 mars 2021

**RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION  
PROCÉDURE AVEC NÉGOCIATION (PAN)**

Dossier n°DAF\_2026\_000833

Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande et à marchés subséquents  
Passée en vertu des art. L.2124-1, L.2124-3, R.2124-1, R.2124-3, R.2161-12 à 20 et R.2162-1 à R.2162-14 du code de la commande publique (CCP)

Adresse	9 rue des Récollets - CS 80601 - 78013 VERSAILLES CEDEX
Autorité signataire du marché public	Le directeur du SID EPN
Renseignements auprès de l'entité achat	SID-EPN/SD-AF/BA Téléphone : 01 39 07 66 72 <a href="mailto:sid-epn-sdaf-ba.contact.fct@intradef.gouv.fr">sid-epn-sdaf-ba.contact.fct@intradef.gouv.fr</a>
Adresse Plate-forme des achats de l'Etat	<a href="http://www.marches-publics.gouv.fr">www.marches-publics.gouv.fr</a>
Objet de l' accord-cadre	Conception, construction, aménagement, entretien et maintenance (CCAEM) de bâtiments d'hébergement, relevant notamment du ministère des Armées.
Code nomenclature CPV :	Principal : 45212410-3 – Travaux de construction de bâtiments destinés à l'hébergement Secondaire : 45214200-2– Travaux de construction de bâtiments scolaires
Code Groupes de marchandises (GM) :	36.02.01 Travaux construction bâtiment neuf
Variantes et prestations supplémentaires	Les variantes et prestations supplémentaires ne sont pas autorisées
Niveau de protection du secret	Marché non protégé (NP)
Date et heure limite de remise des candidatures	<b>24/06/2026 à 18h00</b>

## SOMMAIRE

TITRE I	Objet et procédure de mise en concurrence.....	4
1.1	Objet, durée et montant du marché.....	4
1.2	Allotissement et technique d'achat.....	5
1.3	Procédure avec négociation.....	5
1.4	Calendrier prévisionnel de la consultation .....	5
1.5	Retrait du dossier (candidature/offre) de la consultation et questions des opérateurs économiques.....	6
1.5.1	Retrait du dossier de la consultation via PLACE.....	6
1.5.2	Questions des opérateurs économiques via PLACE.....	6
1.6	Condition d'envoi et de remise des plis – phase candidature .....	6
1	Assistance sur « PLACE » .....	6
1.6.1	Manuel d'utilisation.....	6
1.6.2	Difficultés.....	6
1.6.3	Date et heure limites de remise des plis .....	6
1.6.4	Modalités de transmission des plis.....	7
1.6.5	Présentation des dossiers et formats des fichiers .....	8
1.6.6	Horodatage .....	8
1.6.7	Copie de sauvegarde.....	8
1.6.8	Remise en main propre.....	9
1.7	Modification des documents de la consultation.....	9
1.8	Emploi de la langue française.....	9
	Phase candidature.....	10
1.9	Visite des lieux.....	10
1.10	Documents de la consultation phase candidature.....	10
1.11	Candidat individuel ou groupement de candidat.....	10
1.11.1	Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques.....	10
1.11.2	Forme du groupement.....	11
1.12	Liste des éléments à fournir par les candidats.....	11
1.12.1	Situation juridique .....	11
1.12.2	Capacité économique et financière .....	12
1.12.3	Capacités techniques et professionnelles .....	12
1.13	Forme de candidature.....	13
1.13.1	Candidature sous forme de DUME.....	13
1.13.2	Candidature hors DUME .....	14
1.14	Examen des candidatures.....	15
1.14.1	Vérification de la conformité des candidatures .....	15
1.14.2	Condition de participation .....	15
1.14.3	Réduction du nombre de candidat.....	18

1.14.4	Critères pondérés objectifs de limitation du nombre de candidats : .....	19
1.15	Règle de départage des candidatures en cas d'égalité .....	22
1.16	Désignation d'un jury.....	22
1.17	Sélection des candidats admis à soumissionner .....	22
Phase offre		
1.18	Visite des sites .....	23
1.19	Composition du dossier d'offre initiale / intermédiaire (le cas échéant) / finale.....	23
1.20	Variante .....	23
1.21	Délai de validité des offres .....	23
1.22	Invitation à soumissionner .....	23
1.23	Organisation de la négociation .....	23
1.23.1	Invitation à participer à la négociation .....	23
1.23.2	Déroulement des négociations.....	23
1.23.3	Fin de la négociation .....	24
1.23.4	Auditions du jury.....	24
1.24	Examen des offres .....	24
1.24.1	Vérification de la conformité des offres.....	24
1.24.2	Classement des offres / Critères d'attribution.....	25
Attribution du marché, prime et voie de recours .....		26
1.25	Choix de l'attributaire .....	26
1.26	Forme juridique de l'attributaire.....	26
1.27	Mise au point de l'offre finale.....	26
1.28	Prime.....	26
1.29	Dispositions particulières / recours .....	27
1.29.1	Juridiction chargée des procédures de recours .....	27
1.29.2	Voies de recours .....	27
1.30	Annexes.....	27
ANNEXE 1 – Modalités des signatures électroniques.....		28

**1.1 Objet, durée et montant du marché**

Le service d'infrastructure de la Défense s'est engagé dans une démarche de standardisation des infrastructures pilotée par la SDPN (sous-direction des projets nationaux) afin d'apporter des réponses homogènes avec réactivité à certains types de besoins récurrents.

La présente consultation est un marché global sectoriel (art L.2171-4 du code de la commande publique) qui a pour objet la conception, la construction, l'aménagement, l'entretien et la maintenance de bâtiments neufs d'hébergements relevant notamment du ministère des Armées. La réalisation de ces bâtiments concerne l'ensemble du territoire de la France métropolitaine, Corse comprise.

Cette consultation vise à prendre la suite de l'Accord Hébergement n°2 (HBGT2), tout en répondant notamment au besoin global en terme d'hébergement que ce soit au profit des forces armées ou des appelés du service national (ASN).

La durée de l'accord-cadre est de quarante-huit (48) mois fermes. La durée du marché public s'entend comme la période durant laquelle l'administration se réserve la possibilité de contractualiser des marchés subséquents ou d'émettre des bons de commande. Ces marchés subséquents et bons de commande s'exécuteront jusqu'à leur terme quand bien même leur durée d'exécution s'achèverait au-delà de la durée de validité de l'accord-cadre.

L'accord-cadre prévoit la possibilité de contractualiser un marché similaire.

L'accord-cadre est conclu avec un montant minimum et avec un montant maximum. Le montant maximum est basé sur un prévisionnel d'une cinquantaine de bâtiments par an.

**Montants maximum :**

**Lot n°01 OUEST**, comprenant la zone géographique couverte par le SID Sud-Ouest, SID Nord-Ouest, SID Atlantique et SID IDF avec une programmation 2028 à 2031 pour un montant prévisionnel de 1 765 000 k€ TTC dont 28 bâtiments en 2028.

**Lot n°02 EST**, comprenant la zone géographique couverte par les SID Nord-Est, SID Sud-Est et SID Méditerranée avec une programmation 2028 à 2031 pour un montant prévisionnel de 1 575 000 k€ TTC dont 26 bâtiments en 2028.

**Montants minimum :**

**Lot n°01 OUEST** : 116 000 000 €TTC.

**Lot n°02 EST** : 184 000 000 €TTC.

## 1.2 Allotissement et technique d'achat

En application de l'article L. 2113-10 du code de la commande publique, le marché fait l'objet de deux (2) lots géographiques mono-attributaires et couvre l'ensemble du territoire métropolitain, Corse comprise :

- Lot n°01 : OUEST, comprenant les SID suivants :
  - Sud-ouest
  - Atlantique
  - Nord-ouest
  - Ile de France
- Lot n°02 : EST, comprenant les SID suivants :
  - Nord-est
  - Sud-est
  - Méditerranée

## 1.3 Procédure avec négociation

Le présent marché public est passé selon une procédure formalisée avec négociation dans les conditions prévues à l'article R.2124-3 du Code de la commande publique.

Cette procédure fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence paru sur « PLACE », au « BOAMP » et au « JOUE » en application de l'article L.2131-1 du code de la commande publique.

## 1.4 Calendrier prévisionnel de la consultation

À titre indicatif, le calendrier prévisionnel qui pourra évoluer jusqu'à la notification :

Phases	Dates prévisionnelles
Appel à candidature	Mai 2026
Sélection des candidats	Juillet 2026
Envoi du DC phase offres	Fin juillet 2026
Remise des offres initiales	Fin octobre 2026
Phases de négociation (2 tours prévisionnels)	Janvier 2027 - Avril 2027
Remise des offres finales	Juin 2027
Fin de l'analyse des offres finales	Juillet 2027
Attribution	
Notification	Septembre 2027

## 1.5 Retrait du dossier (candidature/offre) de la consultation et questions des opérateurs économiques

### 1.5.1 Retrait du dossier de la consultation via PLACE

L'opérateur économique télécharge les documents de la consultation référencée «DAF\_2026\_000833» sur la Plate-forme des Achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>.

L'opérateur économique est libre de s'identifier ou non lorsqu'il retire le dossier de consultation (DC) sur la plate-forme. Son identification (adresse électronique) lui permet d'être tenu informé automatiquement via la plate-forme des modifications et des précisions éventuellement apportées au RC. Dans le cas contraire, il ne recevra aucune information.

### 1.5.2 Questions des opérateurs économiques via PLACE

Pendant la phase de consultation, les soumissionnaires font parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires, sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE), au plus tard dix (10) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires sur les documents de la consultation et adressées en temps utile, sont transmises aux candidats au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la remise des candidatures et des offres.

Le cas échéant, les date et heure de remise des offres sont reportées dans les conditions prévues à l'article R.2151-4 du code de la commande publique.

## 1.6 Condition d'envoi et de remise des plis – phase candidature

### 1 Assistance sur « PLACE »

Le candidat doit s'assurer de sa capacité à remettre son offre.

Les paramètres à prendre en compte par le candidat : les capacités techniques de son matériel, le type de raccordement à Internet et le trafic sur le réseau internet qui peuvent considérablement augmenter le délai moyen de téléchargement.

### 1.6.1 Manuel d'utilisation

Un manuel d'utilisation est disponible sur le site afin de faciliter l'utilisation de la plate-forme. Le soumissionnaire devra se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation disponibles sur le site.

### 1.6.2 Difficultés

En cas de difficultés sur la Plate-forme des Achats de l'Etat (PLACE), une assistance est mise à la disposition des entreprises via le lien suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr/faq/?token=eb84f6c3-780d-4d6b-a99c-1ff3d96ed7a2>.

### 1.6.3 Date et heure limites de remise des plis

La date et l'heure limites de remise des candidatures est fixée en première page du présent règlement de consultation.

La date et l'heure limites de remise des offres initiales sont précisées aux candidats sélectionnés dans les courriers d'invitation à négocier prévues à l'article 18 du présent règlement de la consultation.

#### 1.6.4 Modalités de transmission des plis

##### **a) Date et heure limites de réception des plis**

La date et l'heure limite de réception des offres sont précisées en page de garde du présent document.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard aux date et heure limites mentionnées ci-dessus. Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts.

Les plis et "copies de sauvegarde" parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

##### **b) Modalités de remise des plis**

L'opérateur économique transmet son pli par voie électronique via la plate-forme des achats de l'État (PLACE), accessible depuis [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

##### **c) Conditions de transmission des plis**

Le soumissionnaire doit s'assurer de sa capacité à remettre son pli.

Les paramètres à prendre en compte par l'opérateur économique sont les capacités techniques de son matériel, le type de raccordement à Internet et le trafic sur le réseau Internet. Ces paramètres peuvent considérablement augmenter le délai moyen de téléchargement.

Les entreprises se trouvant dans des zones où des problèmes de débit se posent devront anticiper les remises de leurs plis en prenant suffisamment de marge de sécurité pour que le pli parvienne dans les délais.

##### **a) Les frais d'accès**

Les frais d'accès au réseau et à l'obtention d'un certificat de signature électronique sont à la charge de chaque opérateur économique.

##### **b) Guides d'utilisation**

Des guides d'utilisation et des films d'autoformation sont disponibles dans la rubrique « Aide » sur le site afin de faciliter l'utilisation de la plate-forme. L'opérateur économique devra se conformer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation disponibles sur le site au bas de l'écran.

##### **c) Difficultés**

En cas de difficultés sur la PLACE, une assistance en ligne est disponible via la rubrique « Assistance » située à droite de l'écran.

### 1.6.5 Présentation des dossiers et formats des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html.

Les candidats/soumissionnaires ne doivent pas utiliser de code actif dans leurs réponses, tels que :

- Formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc.

Les candidats/soumissionnaires s'assurent que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité du pli. Si un virus est détecté, il sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats/soumissionnaires en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

### 1.6.6 Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Toute candidature (article R. 2143-2 du code de la commande publique) ou offre (article R. 2151-5 du code de la commande publique) remise hors délai est éliminée de la procédure de passation sans possibilité de régularisation.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure limites de remise des candidatures/offres peuvent être modifiées.

### 1.6.7 Copie de sauvegarde

Les candidats/soumissionnaires qui effectuent à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique numérique font parvenir cette copie avant la date et l'heure limites de remise des plis.

Remise par voie postale :

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli cacheté, comportant l'étiquette ci-dessous complétée :

#### **NE PAS OUVRIR**

« Copie de sauvegarde »  
DAF\_2026\_000833  
Marché HBGT 3  
LOT OUEST et/ou EST  
(barrer la mention inutile)

« Ne pas ouvrir avant la séance d'ouverture des plis »

Opérateur économique : .....

SID-EPN  
Secrétariat central  
À l'attention du SID-EPN/SDAF/BA  
3 rue de l'indépendance américaine, CS 90602, 78013 Versailles Cedex



Remise en main propre :

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli cacheté comportant l'étiquette ci-dessus.

Le candidat/soumissionnaire qui dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait à l'adresse suivante :

SID-EPN  
Secrétariat central  
À l'attention du SID-EPN/SDAF/BA  
3 rue de l'indépendance américaine, CS 90602, 78013 Versailles

La remise s'effectue contre récépissé au DCSID/DIR/BAA/Secrétariat central (bureau 034, RDC) les jours ouvrés, du lundi au jeudi de 9h00 à 11h30 et de 14h00 à 17h00 – le vendredi de 9h00 à 11h30 à l'adresse indiquée ci-dessus (contacter le 01.30.97.96.50).

Conformément aux dispositions prévues à l'annexe 6 du code de la commande publique établie par arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde. La copie de sauvegarde ne peut être prise en considération que si elle est parvenue à l'acheteur dans le délai prescrit pour le dépôt, selon le cas, de la candidature ou de l'offre. Elle ne peut être utilisée que dans les cas prévus à l'article 2 II. de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

La copie de sauvegarde peut aussi être transmise par voie électronique dans les conditions prévues à l'annexe 8 du code de la commande publique relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique

## **1.7 Modification des documents de la consultation**

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation par l'acheteur au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite de remise, selon le cas, des candidatures ou des offres.

Les opérateurs économiques concernés répondent sur la base du dernier dossier modifié de la consultation.

Dans le cas où un opérateur économique aurait remis une candidature/offre avant les modifications, il pourra en déposer une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié de la consultation, avant la date et heure limites de remise des plis.

Dans l'hypothèse où la date de remise des plis initialement fixée ne permet pas la modification ou la transmission des candidatures ou des offres (selon le cas) dans le délai imparti, cette date sera reportée par l'acheteur. Les opérateurs économiques concernés sont informés du report de la date limite de remise des plis.

## **1.8 Emploi de la langue française**

La langue officielle de l'accord-cadre est le français. Seuls les documents rédigés en français font foi conformément à la loi n° 94-665 du 4 août 1994 modifiée relative à l'emploi de la langue française, ainsi que celles de la circulaire du premier ministre du 6 mars 1997 relative à l'emploi du français dans les systèmes d'information et de communication des administrations et établissements publics de l'Etat.

## Phase candidature

### 1.9 Visite des lieux

Aucune visite n'est prévue au stade des candidatures.

### 1.10 Documents de la consultation phase candidature

Les documents de la consultation pour la phase candidature sont :

N° de pièce et intitulé	Objet
1_Avis de marché	Avis de marché N° 2026-49525341
2_RC_HBGT 3	Le présent règlement de consultation
3_RC_Annexe_1 (dans le présent document)	Modalités des signatures électroniques
4_RC_Annexe_2	Cadre du mémoire de candidature (à compléter par le candidat)
5_fiche_présentation du besoin_HBGT 3	Présentation du besoin HBGT 3

### 1.11 Candidat individuel ou groupement de candidat

Les candidats peuvent se présenter à l'attribution du contrat sous la forme d'une entreprise unique (candidat individuel) ou sous la forme d'un groupement d'entreprises avec un mandataire unique (groupement candidat).

#### 1.11.1 Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques

Le groupement sera composé au minimum :

**a) Compétence conception :**

- Un architecte (architecte diplômé, date et numéro d'inscription à l'ordre des architectes ou équivalent pour les architectes étrangers) ;
- Un bureau d'études techniques ou ingénieurs conseils : ingénierie structure, ingénierie fluides (électricité CFO/Cfa, CVC plomberie), ingénieur thermique (réglementations environnementales, simulation thermique dynamique, analyse du cycle de vie), coordination systèmes de sécurité incendie, économie de la construction, aménagements paysagers, acoustique ;

**b) Compétence construction :**

- Une entreprise générale de travaux, dont les prestations incluent la fourniture et pose de mobilier sur mesure ;

**c) Compétence entretien/maintenance :**

- Une entreprise disposant des compétences dans le domaine de la maintenance des bâtiments courants et d'installations techniques complexes (installations thermiques, courants forts, courants faibles, systèmes de cybersécurité) dans le contexte de la maquette numérique.

**1.11.2 Forme du groupement**

Aucune forme de groupement n'est imposée.

Toutefois, conformément à l'article R.2142-24 du code de la commande publique, si le marché est attribué à un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire, pour l'exécution du contrat, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

L'acheteur n'autorise pas le candidat à présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois : (i) en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement d'opérateurs économiques.

D'autre part, un même opérateur économique avec la compétence architecture ne peut se présenter en qualité de membre de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

Si le groupement fait appel à des sous-traitants pour présenter sa candidature, il doit tous les déclarer lors de son dépôt (formulaire DC4).

Conformément à l'article R.2142-26 du code de la commande publique, l'acheteur permet aux candidats sélectionnés, le cas échéant, de modifier la composition de leur groupement présenté lors de la phase candidature jusqu'aux termes des négociations. La modification du groupement fait l'objet d'une vérification préalable de l'acheteur qui s'assure du respect des exigences relatives aux capacités des candidats prescrites dans le règlement de la consultation.

<b>1.12 Liste des éléments à fournir par les candidats</b>
--

**1.12.1 Situation juridique**

Les candidats fournissent les documents suivants à l'appui de leur candidature :

- a) une lettre de candidature (DC1 ou équivalent) présentant le candidat individuel ou le groupement candidat, précisant le rôle de chacun en cas de groupement ;
- b) en cas de groupement, la lettre de candidature indiquera sa composition, sa forme ainsi que le nom de l'entreprise mandataire, et sera accompagnée de l'habilitation, donnée par chaque membre du groupement au mandataire pour engager le groupement candidat ;
- c) le candidat (candidat individuel ou, en cas de groupement, chaque membre du groupement) transmettra une déclaration sur l'honneur (datée et signée) justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-10 du code de la commande publique et notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail ;
- d) le candidat (candidat individuel ou, en cas de groupement, chaque membre du groupement) produira les certificats fiscaux et sociaux, délivrés par les administrations et organismes compétents, justifiant qu'il satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- e) Le candidat (candidat individuel ou, en cas de groupement, chaque membre du groupement) produira un justificatif d'inscription au registre du commerce ou de la profession (ou son numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R.2143-13 du

code de la commande publique) ou, pour les personnes en cours d'inscription, un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises ou équivalent.

Les candidats précisent le nom de leur entité dans l'intitulé de chaque document. Les candidats peuvent transmettre leur candidature en un document fusionné pdf., à condition que les intitulés des pièces soient respectés.

#### 1.12.2 Capacité économique et financière

Le candidat (candidat individuel ou, en cas de groupement, chaque membre du groupement) devra transmettre les éléments suivants pour établir ses capacités économiques et financières :

- a) Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

Si le candidat (candidat individuel ou, en cas de groupement, chaque membre du groupement) est objectivement dans l'impossibilité de produire, pour justifier de ses capacités économiques et financières, l'un de ces renseignements ou documents, il peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme approprié par l'acheteur.

Pour justifier de ses capacités économiques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités économiques et financières d'autres prestataires, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces prestataires et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces prestataires et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché.

#### 1.12.3 Capacités techniques et professionnelles

Le candidat devra transmettre les éléments suivants pour établir ses capacités techniques et professionnelles :

- a) RC\_Annexe\_2 une liste des principales prestations (7 références par candidature au maximum), dans la mesure du possible de nature et de complexité équivalentes aux prestations objet du marché, effectuées au cours des cinq dernières années en indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé de la prestation.  
Chaque référence est à présenter par le candidat au sein du « cadre de mémoire de candidature » fourni par l'acheteur. Le candidat fournit l'annexe 2 complétée en deux exemplaires (1 modifiable en .docx et 1 final en pdf.).  
Le mémoire de candidature devra être rédigé exclusivement à partir du canevas fourni par l'acheteur, sans modification de sa structure, de son ordre ou de ses intitulés. Toute information présentée en dehors de ce canevas, ou sous une forme ne respectant pas la structure imposée, ne sera pas prise en compte pour l'analyse des candidatures.
- b) Une copie de l'attestation d'inscription à l'ordre des architectes, ou à l'organisme de tutelle pour les architectes étrangers et des certifications nécessaires à la justification des capacités (art 15.2 du règlement de la consultation)

Les livraisons sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat affirmant que les informations fournies sont exactes.

Pour justifier de ses capacités techniques et professionnelles, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles et techniques d'autres prestataires, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces prestataires et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces prestataires et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché.

Afin de permettre l'analyse et la comparaison des candidatures, les candidats devront obligatoirement remettre un mémoire de candidature relatif à leurs capacités techniques et professionnelles ainsi qu'à leurs moyens humains et matériels.

Ce mémoire constitue la pièce principale analysée au titre des critères de sélection des candidatures définis au présent règlement de consultation.

Le mémoire devra permettre notamment d'apprécier :

- Les capacités techniques et professionnelles du candidat au regard des compétences exigées ;
- La qualité, la pertinence et l'adéquation des références présentées avec l'objet et les enjeux du CCAEM ;
- L'organisation, la gouvernance ainsi que les moyens humains et matériels mobilisables pour l'exécution des opérations relevant de l'accord-cadre.

### 1.13 Forme de candidature

Un opérateur économique peut candidater à la présente procédure selon deux manières distinctes qu'il choisit librement.

#### 1.13.1 Candidature sous forme de DUME

Les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME).

Le DUME est notamment pré-rempli sur la base du numéro SIRET.

Il permet :

- de bénéficier d'une reprise des données légales de l'entreprise (raison sociale, adresse, mandataires sociaux) ;
- de bénéficier d'une reprise des données concernant la taille de l'entreprise et son chiffre d'affaires global ;
- d'attester du respect des obligations sociales et fiscales grâce à une requête automatisée auprès des administrations concernées (DGFIP, ACOSS).

Pour remplir le D de la Partie III intitulé « Autres motifs d'exclusion pouvant être prévus par le droit interne de l'état membre du pouvoir adjudicateur », le candidat se réfère utilement aux motifs d'exclusion purement nationaux qui sont compris dans les articles L.2141-1 à L. 2141-5, et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique.

Pour remplir la partie IV intitulée critères de sélection (c'est-à-dire aptitude professionnelle et capacités), les candidats peuvent remplir :

- Soit la partie IV - « A : indication globale pour tous les critères de sélection » ;
- Soit l'ensemble des rubriques de A à D de la partie IV, relatives à l'aptitude, à la capacité économique et financière, aux capacités techniques et professionnelles et au dispositif d'assurance de la qualité et normes de gestion environnementale.

Tous les documents exigés dans le dossier de candidature seront communiqués selon les conditions figurant à l'article 5 du présent document.

Un opérateur économique qui participe à titre individuel et qui ne recourt pas aux capacités d'autres entités pour remplir les critères de sélection doit remplir un DUME.

Un opérateur économique qui participe à titre individuel mais qui recourt aux capacités d'une ou de plusieurs autres entités, doit veiller à ce que le représentant du pouvoir adjudicateur reçoive à la fois son DUME et un DUME distinct contenant les informations pertinentes pour chacune des entités auxquelles il fait appel.

#### 1.13.1.1 Candidature via le DUME disponible sur le profil d'acheteur

Pour renseigner le DUME, le candidat doit se rendre sur le profil d'acheteur :

<https://www.marches-publics.gouv.fr> et choisir le DUME comme modalité de réponse.

En cliquant sur le bouton « Compléter et valider mon DUME », le candidat est redirigé vers le formulaire DUME préparé par l'acheteur.

Ce formulaire se compose de quatre onglets :

- Informations sur la procédure (A1) ;
- Motifs d'exclusion (A2) ;
- Critères de sélection de la candidature (A3) ;
- Finalisation (A4).

Le candidat doit compléter chacun de ces onglets.

#### NOTA:

Le candidat peut enregistrer le DUME complété au statut brouillon en cliquant sur le bouton « Enregistrer » figurant en bas de chaque onglet. Tant que le DUME n'est pas validé, il est conservé dans la réponse du candidat. Ainsi, le formulaire DUME conservé en mode brouillon est accessible par le candidat lorsqu'il accède à la consultation et qu'il clique sur l'onglet « Dépôt ».

Le candidat peut modifier les informations saisies en cliquant sur le bouton « Modifier ».

#### 1.13.1.2 Candidature via le DUME en pièce libre

Si le candidat dispose d'un DUME généré en dehors de la PLACE, celui-ci peut être ajouté comme pièce libre lors de la constitution du dossier de réponse.

Le candidat est invité à vérifier que ce document répond à l'ensemble des motifs d'exclusion notamment ceux qui auraient pu être définis par l'acheteur et aux critères de sélection des candidatures.

**IMPORTANT :** Le DUME en pièce libre doit obligatoirement être déposé au format xml.

#### 1.13.2 Candidature hors DUME

Dans ce cas, les opérateurs économiques doivent transmettre les documents et renseignements suivants :

- Lettre de candidature ou formulaire référencé DC 1 dans sa version en vigueur disponible sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> complété dans son intégralité ;
- Déclaration du candidat ou formulaire référencé DC 2 dans sa version mise à jour disponible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> reprenant l'ensemble des informations demandées au candidat au titre de la consultation et permettant d'établir ses capacités ou l'ensemble des documents mentionnés ci-dessous.
- Déclaration de sous-traitance ou formulaire référencé DC 4 dans sa version mise à jour disponible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne tombe pas sous le coût d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

## 1.14 Examen des candidatures

### 1.14.1 Vérification de la conformité des candidatures

Conformément à l'article R.2144-2 du code de la commande publique, et avant de procéder à l'examen des candidatures, l'acheteur qui constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous. L'acheteur élimine les candidats dont les documents exigés n'ont pas été produits dans le délai fixé.

Par ailleurs, l'acheteur peut éliminer les candidats ne disposant manifestement pas des capacités suffisantes pour exécuter le marché.

### 1.14.2 Condition de participation

#### 1.14.2.1 Capacités techniques et professionnelles minimums exigées

Le présent accord-cadre porte sur des prestations de conception, réalisation, exploitation et maintenance d'opérations de construction neuve de bâtiments relevant notamment de la réglementation environnementale RE2020 et des codes de la construction, du travail...

Les marchés subséquents pourront comporter :

- des missions de conception architecturale et technique ;
- des études énergétiques et environnementales ;
- des travaux tous corps d'état ;
- des prestations d'homologation de systèmes industriels d'infrastructure (SII) ;
- des prestations d'exploitation-maintenance multi-technique et énergétique ;
- des engagements de performance énergétique et environnementale.

À ce titre, les candidats devront justifier de capacités techniques, professionnelles et organisationnelles adaptées à la complexité, à la technicité et à l'implantation nationale des prestations.

Lorsqu'un candidat se présente sous la forme d'un groupement, les capacités pourront être apportées par un ou plusieurs membres du groupement.

Les qualifications mentionnées ci-après constituent des références minimales indicatives permettant d'apprécier l'adéquation des capacités des candidats avec l'objet de l'accord-cadre. Leur absence n'entraîne pas automatiquement l'élimination du candidat dès lors que celui-ci démontre, par tout moyen équivalent, des capacités suffisantes.

Les candidats devront démontrer leur capacité à assurer :

- la conception énergétique et environnementale des bâtiments ;
- l'ingénierie des fluides et du génie climatique ;
- l'intégration des exigences RE2020 ;
- le pilotage de la performance énergétique ;
- la réalisation des démarches d'homologation de systèmes industriels d'infrastructure (SII) ;
- la réalisation et/ou l'exploitation-maintenance d'installations techniques ;
- la coordination technique d'opérations multi-sites à l'échelle nationale.

#### a) Compétence 1 – Architecture

L'architecte, apte à signer les permis de construire des opérations concernées, doit transmettre son diplôme, date et numéro d'inscription à l'ordre des architectes ou équivalent pour les architectes étrangers.

#### b) Compétence 2 – Technique et ingénierie

##### QUALIBAT

Le candidat devra disposer, directement ou via un membre du groupement/ sous-traitant, de qualifications QUALIBAT ou équivalentes couvrant les principaux domaines techniques nécessaires à l'exécution des marchés subséquents.

Domaine	Compétences	Niveau exigé ou équivalent
Fondations soutènement	Micropieux et pieux dans le sol	123x
Terrassements - fouilles	Terrassements – fouilles (technicité courante)	1311
Gros œuvre /Structure	Fabrication et pose d'éléments en béton armé et béton précontraint	2242
Charpente	Charpente et structures industrialisées en bois	238x
Energies et fluides	Installation de pompe à chaleur et groupe froid en habitat individuel, collectif et tertiaire supérieur à 1 000m <sup>2</sup>	5232
	Installation de VMC en habitat individuel, collectif et tertiaire supérieur à 1 000m <sup>2</sup>	5312
	Installation de photovoltaïque de puissance de raccordement comprise entre 36 kVA et 250 kVA	5912
Isolation thermique - acoustique	Isolation et traitement acoustique (technicité confirmée)	7212
Efficacité énergétique	Mention RGE	860
	Efficacité énergétique – « offre globale »	8633



## OPQIBI

Le candidat devra disposer, directement ou via un membre du groupement, de qualifications OPQIBI ou équivalentes couvrant les principaux domaines techniques nécessaires à l'exécution des marchés subséquents.

Domaine	Compétences	Niveau exigé ou équivalent
performance énergétique	Etude ACV bâtiments neufs	1333
	Maîtrise d'œuvre de la performance énergétique dans le traitement climatique du bâtiment	1327
	Maîtrise d'œuvre de la performance énergétique de l'enveloppe du bâtiment	1224
Assistance générale et coordination	Conduite d'opération	0109
	Ordonnancement, pilotage et coordination d'exécution courante	0301
Maîtrise des coûts et coût global	Evaluation du coût global	2204
Acoustique	Maîtrise d'œuvre en acoustique du bâtiment	1604
Courants forts	Etude d'installations électriques courantes	1405
Courants faibles	Maîtrise d'œuvre en courants faibles courants	1421
Incendie	Maîtrise d'œuvre des risques d'incendie courants	1216
Bâtiment général	Maîtrise d'œuvre d'ouvrages de bâtiment courants	1901
Second-œuvre	Maîtrise d'œuvre des corps d'état intérieurs de finition	1222
Fluides	Maîtrise d'œuvre de fluides courants	1320
Génie climatique	Étude d'installations courantes de chauffage et de VMC	1312
Energies renouvelables	Maîtrise d'œuvre des installations de production utilisant l'énergie solaire photovoltaïque	2015

#### **1.14.2.2 Capacités économiques et financières minimums exigées**

##### **Condition pour être candidat :**

La moyenne des trois derniers chiffres d'affaires annuels disponibles doit être supérieure ou égale à : 400 millions d'euros hors taxes pour le groupement.

##### **Condition pour être attributaire d'un lot:**

La moyenne des trois derniers chiffres d'affaires annuels disponibles doit être supérieure ou égale à : 400 millions d'euros hors taxes pour le groupement.

##### **Condition pour être attributaire des deux lots :**

La moyenne des trois derniers chiffres d'affaires annuels disponibles doit être supérieure ou égale à : 700 millions d'euros hors taxes pour le groupement.

#### **1.14.3 Réduction du nombre de candidat**

Les critères de sélection des candidatures sont jugés sur la base du dossier de candidature. Les trois (3) premiers candidats du classement par lot seront admis à déposer une offre.

La fixation à trois (3) du nombre maximal de candidats admis à participer à la négociation permet de concilier, d'une part, la nécessité d'une mise en concurrence adaptée à l'échelle du projet et, d'autre part, la charge de travail que représente, pour l'acheteur, le suivi administratif d'une telle procédure.

Dans le cadre d'une entreprise nationale, les agences régionales candidates au marché, qui souhaiteraient s'appuyer sur les références d'une autre entité du groupe, devront justifier de leur lien, de leur fonctionnement avec cette entité et de quelle manière le candidat pourra bénéficier du retour d'expérience des références déjà réalisées.

Pour les entreprises nouvellement ou récemment créées, et qui ne seraient pas en mesure de fournir les ou certains documents et renseignements demandés, les candidats devront fournir les éléments équivalents susceptibles de permettre d'apprécier leurs moyens (financiers, humains et matériels) et leurs potentiels, ainsi que, le cas échéant, la liste des éventuelles missions en cours, précisant pour chacune d'elles le montant et la nature des prestations exécutées.

Les candidats remplissent le cadre de référence (Annexe\_2\_RC) prévu pour la consultation.

Chaque référence fera apparaître le nom et les coordonnées du maître d'ouvrage, l'importance et la complexité de l'opération et la prestation réalisée en propre par le candidat sur ce projet ; elle sera obligatoirement illustrée d'une à trois images ou photos maximum. Des attestations d'appréciation de maîtres d'ouvrage pourront également être transmises à l'appui de chaque référence.

Si, à l'examen des candidatures reçues, le nombre de candidats disposant des capacités suffisantes est supérieur au nombre maximum de candidats admis à participer, les candidats retenus seront sélectionnés après classement, sur la base des critères de sélection décrits ci-après.

#### 1.14.4 Critères pondérés objectifs de limitation du nombre de candidats :

La sélection des participants qui n'auront pas été éliminés dans le cadre de l'article 1.14.1 du présent document, s'effectue selon les dispositions des articles R.2142-16 et R.2144-2 du CCP, sur la base des critères de sélection suivants :

##### **Critère 1 : Références de l'équipe candidate - 70 points**

Les références seront notées en fonction de leur qualité en appliquant le barème suivant composé de cinq (5) niveaux :

- 0 : absence de référence ou référence sans rapport avec la demande ;
- 1 : référence jugée insuffisante ;
- 2 : référence jugée bonne ;
- 3 : référence jugée très bonne ;
- 4 : référence jugée excellente.

Le total des références est comptabilisé sur 100 points (cf. barème ci-dessous). Le total ainsi obtenu sera porté à hauteur du poids de référence qui est de 70 points.

**Le groupement candidat présentera obligatoirement une liste de 7 références maximum, achevées depuis moins de 5 ans, qui permettront de faire la démonstration des capacités listées à l'article 1.14.2.1.**

**Elles seront préférentiellement accompagnées d'attestations de bonne exécution du maître d'ouvrage. Enfin, elles devront impérativement être présentées conformément au cadre du mémoire de consultation annexé au RC.**

##### Mandataire (sur 16 points)

Une référence d'opération neuve mixte ou complexe comparable (tertiaire/enseignement/hébergement), d'importance équivalente (ensemble comprenant plusieurs bâtiments) réalisée en montage complexe (marchés globaux de conception-réalisation, CCAEM etc.). Le candidat devra avoir été mandataire sur l'opération.

La référence sera notée sur 4 points conformément au barème précité. Elle sera portée à hauteur du poids de la référence qui est de 16 points.

##### Constructeur (sur 24 points)

Une référence de réalisation tous corps d'état, d'opération neuve mixte ou complexe comparable (tertiaire/enseignement/hébergement).

La référence est notée sur 4 points conformément au barème précité et portée à hauteur du poids de référence qui est de 24 points.

Pour le cas où le soumissionnaire n'a jamais réalisé d'opération mixte ou complexe, il devra présenter deux références distinctes permettant de démontrer son expérience :

- En exécution de travaux pour des bâtiments à usage d'hébergement.
- En exécution de travaux pour des bâtiments de type tertiaire à usage d'enseignement.

Ces 2 références d'opérations seront jugées séparément. Chaque référence sera notée sur 4 points conformément au barème précité. Le total ainsi obtenu (sur 8 points) sera porté à hauteur du poids de la référence qui est de 24 points.

#### Architecte (sur 20 points)

Une référence d'opération mixte ou complexe comparable (tertiaire/enseignement/hébergement).

La référence sera notée sur 4 points conformément au barème précité. Elle sera portée à hauteur du poids de la référence qui est de 20 points.

#### BET (sur 24 points)

2 références d'opérations jugées séparément selon le barème précité :

- 1 référence d'opération en assistance à maîtrise d'œuvre (BET) notamment dans le domaine CVC, CFO/CFA pour des bâtiments à usage d'hébergement.
- 1 référence d'opération en assistance à maîtrise d'œuvre (BET) dans le domaine environnemental et thermique liée à la réglementation RE 2020.

Une même référence pourra servir pour plusieurs critères précédents dès lors que le candidat le juge pertinent.

Chaque référence sera notée sur 4 points conformément au barème précité. Le total ainsi obtenu (sur 8 points) sera porté à hauteur du poids de la référence qui est de 24 points.

#### Exploitation maintenance (sur 16 points)

Une référence d'opération de maintien en condition multi technique de bâtiments neufs en exploitation sur 2 ans minimum, détenue auprès d'un maître d'ouvrage public ou privé mixte ou complexe comparable (tertiaire/enseignement/hébergement).

La référence est notée sur 4 points conformément au barème précité et portée à hauteur du poids de référence qui est de 16 points.

## **Critère 2 : Capacités de l'équipe candidate par compétence - 15 points**

Les moyens humains et matériels seront notés en fonction de leur qualité en appliquant le barème suivant composé de cinq (5) niveaux :

- 0 : absence des éléments demandés dans chaque compétence ;
- 1 : moyens humains pour chaque compétence, jugés insuffisants ;
- 2 : moyens humains pour chaque compétence, jugés bons ;
- 3 : moyens humains pour chaque compétence, jugés très bons ;
- 4 : moyens humains pour chaque compétence, jugés excellents.

Les notes attribuées seront pondérées selon le barème suivant :

### **Constructeur (sur 6 points)**

Le candidat fournira le détail des moyens humains et matériels à disposition du groupement :

- Répartition des agences et couverture du territoire du lot,
- État des effectifs des agences et organigramme mettant en exergue le taux d'encadrement de la société.

La capacité est notée sur 4 points conformément au barème précité et portée à hauteur du poids de référence qui est de 6 points.

### **Architecte (sur 4 points)**

Le candidat fournira :

- L'organigramme de l'équipe chargée de la conception des ouvrages de l'accord-cadre et du suivi de leur réalisation ;
- L'indication des titres d'études et professionnels des personnes ayant en charge cette mission.

La capacité est notée sur 4 points conformément au barème précité.

### **BET (sur 3 points)**

Le candidat fournira :

- L'organigramme de l'équipe chargée de la conception des ouvrages de l'accord-cadre ;
- L'indication des titres d'études et professionnels des personnes ayant en charge cette mission.

La capacité est notée sur 4 points conformément au barème précité et portée à hauteur du poids de référence qui est de 3 points.

### **Exploitation maintenance (sur 2 points)**

Le candidat fournira l'organigramme des équipes chargées des prestations de maintenance préventive et corrective des ouvrages livrés

La capacité est notée sur 4 points conformément au barème précité et portée à hauteur du poids de référence qui est de 2 points.

### Critère 3 : Mémoire organisationnel - 15 points

Le candidat mettra en exergue au travers de ce mémoire l'organisation du groupement pour conduire les opérations du présent contrat :

- Désignation des entités et interlocuteurs en charge du suivi de l'exécution du contrat à l'échelle nationale - **5 points** ;
- Positionnement des équipes dédiées au développement de la conception générique des ouvrages contrat - **5 points** ;
- Positionnement des interlocuteurs et des équipes en charge du suivi de l'exécution localement en lien avec les établissements du SID contrat - **5 points** ;

**Le mémoire devra comporter trois (3) pages recto-verso au maximum. En cas de dépassement, seules les trois (3) premières pages recto-verso seront analysées.**

#### 1.15 Règle de départage des candidatures en cas d'égalité

En cas d'égalité de notation globale entre plusieurs candidats à l'issue de l'analyse des candidatures, ceux-ci seront départagés selon les règles suivantes, appliquées successivement :

- La meilleure note obtenue au critère 1
- En cas de nouvelle égalité, la meilleure note obtenue au critère 3
- En cas de nouvelle égalité, la meilleure note obtenue au critère 2

#### 1.16 Désignation d'un jury

Un jury est constitué par l'acheteur conformément à l'article R2171-16 du CCP. Le jury intervient dans la sélection des candidatures conformément aux dispositions de l'article R2171-18 du CCP.

#### 1.17 Sélection des candidats admis à soumissionner

Tous les candidats sélectionnés sur chaque lot reçoivent de manière simultanée une invitation à soumissionner (phase offre) qui précise les prochaines échéances de la procédure et les informations prévues à l'article R. 2144-9 du code de la commande publique.

## Phase offre

### 1.18 Visite des sites

Aucune visite de site n'est prévue.

### 1.19 Composition du dossier d'offre initiale / intermédiaire (le cas échéant) / finale

Le présent titre sera complété et détaillé dans le cadre de la lettre de consultation adressée aux candidats retenus à l'issue de la phase de candidature. Il permet néanmoins de dresser à ce stade les principales exigences du maître d'ouvrage en terme de livrables, les critères de sélection des offres et les modalités d'attribution.

### 1.20 Variante

Conformément à l'article R. 2351-8 du code de la commande publique, les variantes ne sont pas autorisées.

### 1.21 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres (initiales, intermédiaires le cas échéant et finales) est fixé à 10 mois à compter de la date limite de remise, selon le cas, de l'offre initiale, intermédiaire ou finale. Si la date limite de remise des offres est reportée, le délai de validité des offres sera reporté d'autant.

### 1.22 Invitation à soumissionner

L'acheteur adressera de manière simultanée à chaque candidat admis, par voie électronique via la PLACE, une invitation à soumissionner précisant la date limite de réception de leurs offres (fixée ultérieurement).

### 1.23 Organisation de la négociation

Les candidats sélectionnés devront remettre une offre initiale qui constituera la base des négociations.

Les négociations se déroulent dans les conditions suivantes.

#### 1.23.1 Invitation à participer à la négociation

L'acheteur informera simultanément et par écrit les candidats admis à participer à la négociation (rappel, cf. article 1.17).

Cette notification sera transmise au moins sept (7) jours calendaires avant le début de la négociation.

#### 1.23.2 Déroulement des négociations

La procédure avec négociation est conduite dans le respect du principe d'égalité de traitement de tous les participants. A cette fin, l'acheteur s'abstiendra de donner toute information susceptible d'avantager certains participants par rapport à d'autres.

A l'issue de chaque tour de négociation, l'acheteur se réserve la possibilité d'éliminer un soumissionnaire dont l'offre répond le moins bien à ses besoins, en application des critères d'attribution définis au présent document (art 1.24.2 du règlement de consultation).

Chaque tour de négociation comprendra une ou plusieurs réunions de négociation. Ces réunions se dérouleront dans les locaux de l'acheteur et/ou par visioconférence. Des échanges écrits pourront également avoir lieu entre l'acheteur et les soumissionnaires. L'acheteur pourra solliciter des soumissionnaires les compléments ou précisions qu'il estime nécessaires.

Les soumissionnaires seront convoqués aux réunions de négociation.

Cette convocation indiquera l'heure et le lieu de tenue de la réunion et mentionnera l'ordre du jour et les modalités du déroulement de la réunion de négociation. Les réunions de négociation se dérouleront en langue française.

Les soumissionnaires sont invités à faire une présentation de leur offre. En cas de groupement d'opérateurs économiques, le cas échéant, un représentant de chaque membre du groupement est tenu de faire la présentation du domaine dont son entreprise a la charge.

L'acheteur pourra discuter avec les soumissionnaires de tous les aspects du projet, c'est-à-dire de toute question d'ordre organisationnel, technique, fonctionnel, financier, juridique, et/ou administratif. Les critères d'attribution et les exigences minimales le cas échéant ne pourront toutefois pas faire l'objet de négociations. Ces éléments seront précisés lors de la phase offre.

#### 1.23.3 Fin de la négociation

Lorsque l'acheteur entendra conclure les négociations, il en informera les soumissionnaires restant en lice et fixera une date limite commune pour la présentation d'éventuelles offres nouvelles ou révisées.

#### 1.23.4 Auditions du jury

Une audition du jury est organisée lors de l'analyse de l'offre finale. Le courrier d'invitation à soumissionner précise son organisation.

### 1.24 Examen des offres

#### 1.24.1 Vérification de la conformité des offres

L'acheteur vérifiera que les offres sont régulières, acceptables et appropriées, étant précisé qu'est :

- (a) **inappropriée**, une offre sans rapport avec le marché parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation,
- (b) **irrégulière**, une offre qui est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale,
- (c) **inacceptable**, une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Les offres inappropriées sont éliminées. Les offres irrégulières ou inacceptables peuvent devenir régulières ou acceptables au cours de la négociation, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.



Lorsque la négociation prend fin, les offres qui demeurent irrégulières ou inacceptables sont éliminées. Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles des offres.

#### 1.24.2 Classement des offres / Critères d'attribution

Les offres sont jugées sur la base des critères pondérés suivants :

Critères	Pondération
1. Prix	65 %
2. Délais	15 %
3. Qualités architecturales	5 %
4. Qualités techniques	10%
5. Critères sociaux-environnementaux	5%

## **Attribution du marché, prime et voie de recours**

### **1.25 Choix de l'attributaire**

Le marché est attribué au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution (art 23 du règlement de la consultation).

Les soumissionnaires évincés seront informés du rejet de leur offre.

### **1.26 Forme juridique de l'attributaire**

Si le marché est attribué à un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de chacun des membres du groupement, compte tenu des engagements souscrits aux termes du contrat.

### **1.27 Mise au point de l'offre finale**

L'acheteur, en accord avec l'attributaire pressenti, peut procéder à une mise au point des composantes du marché avant sa signature. Cette mise au point ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles de l'offre finale.

### **1.28 Prime**

Les soumissionnaires à un lot ayant remis une offre initiale, une offre intermédiaire et une offre finale conformes aux exigences des documents de la consultation reçoivent une prime d'un montant maximum de deux cent mille euros (200 000€) TTC.

Les soumissionnaires à deux lots ayant remis deux offres initiales, deux offres intermédiaires et deux offres finales conformes aux exigences des documents de la consultation reçoivent une prime d'un montant maximum de trois cent mille euros (300 000€) TTC.

La prime pourra être réduite ou non versée dans le cas où la qualité de l'offre est insuffisante au regard des exigences des documents de la consultation, ou en cas d'offre inappropriée, irrégulière ou inacceptable.

La prime sera réglée dès l'émission des courriers de rejet et sur présentation d'une facture à produire par les soumissionnaires évincés. Si la prime est répartie entre les membres d'un groupement, toutes les factures seront présentées par le mandataire, qui revêtira de son visa les factures autres que la sienne.

## 1.29 Dispositions particulières / recours

### 1.29.1 Juridiction chargée des procédures de recours

Le tribunal administratif de Versailles est seul compétent pour connaître des litiges nés de ce contrat et de sa procédure de passation, lesquels peuvent faire l'objet de recours dans les délais et conditions fixés par le code de justice administrative.

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le greffe du tribunal administratif de Versailles :

Tribunal administratif de Versailles  
56, avenue de Saint-Cloud  
78 000 – Versailles  
Courriel : ta-versailles@juradm.fr

Tél : 01 39 20 54 00 Fax : 01 30 21 11 19

### 1.29.2 Voies de recours

- Référé précontractuel (articles L.551-1 et suivants du code de justice administrative), le juge administratif devant être saisi avant la conclusion du contrat ;
- Référé contractuel (article L. 551-13 et suivants du code de justice administrative), dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution du contrat ;
- Recours en contestation de validité du contrat, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

## 1.30 Annexes

- Annexe 1 : Modalité de signature électronique (dans le présent document).
- Annexe 2 : Cadre du mémoire de consultation.

## ANNEXE 1 – Modalités des signatures électroniques

Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Une signature manuscrite scannée n'a pas de valeur juridique. Elle constitue une copie de la signature manuscrite et ne peut pas remplacer la signature électronique.

### Signature électronique des documents

Chaque document à signer doit l'être individuellement. Par application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, le soumissionnaire doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature du signataire ;
2. à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature\* conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés. Le jeton d'horodatage peut être enveloppé dans le fichier d'origine ou bien apparaître sous la forme d'un fichier autonome (non enveloppé).

### Exigences relatives aux certificats de signature du signataire

Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé (1 ou 2).

1er cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue" : le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

· <http://www.lsti-certification.fr> ;

· <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/eu-trusted-lists-trust-service-providers>

Dans ce cas, le candidat n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

2ème cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance.

La plate-forme de dématérialisation « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique.

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

### Justificatifs de conformité à produire

Le signataire transmet les informations suivantes :

- La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...

- Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;
- L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

### **Outil de signature utilisé pour signer les fichiers**

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

Cas 1 : le candidat utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État.

Dans ce cas, le candidat est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information.

Cas 2 : lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PadES ;
- Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant notamment le lien sur lequel la signature peut être vérifiée, avec une notice d'explication de préférence en français. La personne signataire doit avoir le pouvoir d'engager la société.